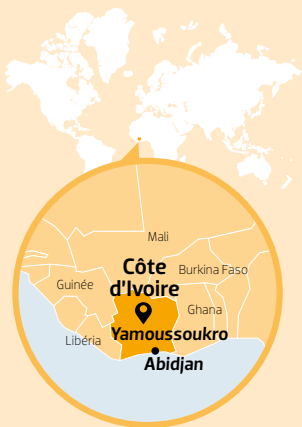


Côte d'Ivoire Faits et chiffres



Capitale politique: Yamoussoukro
Capitale économique: Abidjan
Langue officielle: français
Langues vernaculaires: bété, dioula, baoulé, abron, agni, cebara, senufo
Monnaie d'affaires: franc CFA (Communauté financière africaine)
1 euro = +/- 656 XOF
Durée légale du travail: 40 h / semaine sur 5 jours
Décalage horaire avec le Luxembourg: -2 heures
Superficie: 322.463 km² (125 fois la surface du Luxembourg)
Démographie: 24.184.810 habitants (est. 2017)
PIB par habitant: 3.900 \$ (2017)
Taux de croissance: 7,6 % (2017)
Taux d'inflation: 1 % (2017)
Taux de chômage: 9,2 % (est. 2017)
Facilité à faire des affaires (2018): 139^e sur 190 (Luxembourg est 63^e)
Exportations du Luxembourg vers la Côte d'Ivoire (biens): 3,4 millions € (2017)
Importations au Luxembourg depuis la Côte d'Ivoire (biens): 44 millions € (2017)
Logistics Performance Index: 2,60 (LPI 2016), 95^e sur 160 pays (Luxembourg est 2^e)
Indicateur de corruption: 36 sur une échelle de 0 (fortement corrompu) à 100 (irréprochable). La Côte d'Ivoire est 103^e sur 176 pays classés par Transparency International.
Principaux secteurs économiques: (en % du PIB) Agriculture (17,4 %), Industrie (28,8 %), Services (53,8 %) (est. 2017)
Risque pays (OCDE): 6 sur une échelle de 0 (faible risque) à 7 (risque élevé)
Risque commercial du pays (ODL): C sur une échelle de A (faible risque) à C (risque élevé)

Sources: CIA World Factbook; Statec; ODL, Transparency International; OCDE; Banque mondiale

CÔTE D'IVOIRE

VERS UN SECOND BOOM ?

Alors que le second mandat d'Alassane Ouattara touche à sa fin et que la Côte d'Ivoire s'appête à choisir celui ou celle qui lui succédera en 2020, l'heure du bilan approche. La résolution de la crise présidentielle de 2011 a permis la réouverture du siège de la Banque africaine de développement à Abidjan, et l'économie ivoirienne, avec une croissance annuelle autour des 7 %, affiche d'excellents résultats qui attirent l'attention des investisseurs. Si la réalité du terrain est complexe et que le pays doit encore se battre contre des taux de pauvreté et de corruption élevés, la Côte d'Ivoire fait néanmoins figure de premier de la classe en Afrique de l'Ouest.

Texte : Affaires internationales, Chambre de Commerce
Photo : Citizen59

Depuis 2011, l'économie ivoirienne et ses indicateurs de développement émettent des signaux très encourageants. Avec un taux de croissance de 7,6 % en 2017 et des taux prévisionnels similaires pour les deux années à venir, tout porte à penser que le travail de l'administration Ouattara pour améliorer le climat d'affaires du pays a porté ses fruits. La Côte d'Ivoire possède aujourd'hui une classe moyenne en plein essor, une main-d'œuvre bon marché et des ressources naturelles importantes. Le pays se place 139^e sur 190 dans le classement « Doing Business 2018 » de la Banque mondiale, contre 167^e sur 183 en 2012. Une progression considérable sur le plan macro-économique, notamment grâce à une amélioration continue des performances dans le secteur de l'agriculture. La production de cacao, moteur de l'économie et source du « boom » économique ivoirien dans les années 1960 et 1970, ou encore la production de café, de fruits et de bétail, ne sont cependant pas les seuls responsables de ces résultats. En effet, on perçoit aujourd'hui en Côte d'Ivoire de fortes progressions dans les secteurs de la construction, de l'énergie et des services.

VERS UNE DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

Le secteur agricole constituait le principal pilier du pouvoir à l'époque du règne incontesté (1960-1993) de Félix Houphouët-Boigny, lui-même issu d'une lignée de fermiers. Depuis, on peut constater que ce lien historique entre les champs ivoiriens et les hautes sphères du pouvoir s'est indéniablement atténué.

La diversification de l'économie est un thème récurrent dans les programmes actuels des gouvernants africains. Si l'économie ivoirienne repose encore aujourd'hui à titre principal sur le secteur

agricole, l'apport de l'industrie au PIB est évalué à 17,4 %, et celui du secteur tertiaire, à 53,8 % (est. 2017). Ce dernier est dominé par les télécommunications, les transports, la distribution et les activités financières. La relance est soutenue par les investissements publics (transports, énergie, santé, éducation) et privés (mines, agriculture, énergie et logements). Relevons la bonne santé du secteur du tourisme, dont la contribution au PIB tourne aujourd'hui autour de 5,5 %.

Cette transformation structurelle de l'économie figure parmi les grands axes du plan d'actions prioritaires (PAP) 2018, présenté en janvier dernier par Alassane Ouattara. Ce plan consiste en priorité à intensifier la lutte contre la pauvreté à travers des investissements dans les secteurs sociaux, notamment l'éducation, la santé, l'eau potable, l'électrification rurale, etc.

VERS L'ÉMERGENCE

La Côte d'Ivoire a l'objectif de figurer sur la liste des pays émergents à l'horizon 2020. Pour ce faire, le pays s'est doté successivement de deux plans nationaux de développement (2012-2015 et 2016-2020). Le PND 2012-2015 a permis à l'économie de renouer avec une croissance forte qui a su convaincre les investisseurs à participer au développement du pays. Selon le gouvernement, 2 millions d'emplois ont été créés au cours de ces trois années. Le PND 2016-2020 vise à concrétiser les résultats atteints et s'attaquer aux besoins du pays, notamment dans l'amélioration des infrastructures et le renforcement des cadres légaux. La volonté du gouvernement est claire : rendre l'environnement des affaires plus attractif et l'économie plus compétitive. Il s'agit d'attirer les entreprises étrangères, notamment dans le secteur du numérique et des TIC, des énergies, des mines, de l'agriculture,



Siège de la Banque
Centrale des Etats
de l'Afrique de l'Ouest
à Abidjan

du tourisme et de l'artisanat. Parler d'un second « miracle ivoirien » serait peut-être excessif, mais les performances économiques sont bien au rendez-vous, malgré les blessures du passé. La bonne santé de l'économie du pays permet aujourd'hui la consolidation d'une classe moyenne vigoureuse. S'il serait faux de dire que le pays en a fini avec la pauvreté, ce que peu de pays peuvent d'ailleurs prétendre, nul ne nierait qu'il avance dans la bonne direction.

LE LUXEMBOURG EN CÔTE D'IVOIRE

Dans le classement des partenaires économiques de la Côte d'Ivoire, la France, partenaire économique historique du pays, a récemment été détrônée par le Maroc, dont sont issues 22 % des entreprises agréées par le Centre de promotion des investissements en Côte d'Ivoire (Cepici), contre seulement 16 % pour les opérateurs français. La Chine, les États-Unis ou encore l'Allemagne développent également de plus en plus leur présence économique dans le pays. Côté luxembourgeois, on compte aujourd'hui plusieurs entreprises luxembourgeoises d'ores et déjà présentes ou actives en Côte d'Ivoire, notamment Cargolux, SES, SGI Ingénierie, Astron Buildings, Acropole, Steel Shed Solutions ou encore Excellium Services. La Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg encourage les entreprises à s'intéresser au marché ivoirien. Dans ce cadre, une mission économique à Abidjan (combinée avec Accra, Ghana) est prévue au cours de la première semaine d'octobre 2018. Celle-ci portera sur les secteurs ICT, éco-innovation et construction. ●

Contacts utiles

Chambre de Commerce
Affaires internationales - Afrique sub-saharienne
Thomas Bertrand / Steven Koener
Tél.: (+352) 42 39 39 337 / 374
E-mail: africa@cc.lu

Ambassade de la Côte d'Ivoire à Bruxelles
Tél.: (+32) 2 672 23 57
Site web: www.ambacibnl.be
E-mail: mailbox@ambacibnl.be

AWEX Abidjan (Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers)
Guillaume de Bassompierre
Tél.: (+225) 22 48 40 88
E-mail: abidjan@awex-wallonia.com

Important!

Mission économique à Abidjan et Accra:

Du 30 septembre au 4 octobre 2018



LAURENT NILLES
Directeur général, SGI Groupe

Quelles sont vos relations commerciales avec la Côte d'Ivoire ?

« Notre groupe, acteur pluridisciplinaire en ingénierie, a une stratégie d'implantation durable en Afrique, notamment en Côte d'Ivoire, depuis quelques années afin d'assurer une proximité suffisante avec les donneurs d'ordre. Cette stratégie nous amène à créer des relations avec les autorités du pays, les porteurs d'appel d'offres et des investisseurs privés pour les accompagner dans la réalisation de leurs projets. Nous investissons donc en personnel expatrié afin d'assurer la représentation locale et la reconnaissance du groupe SGI sur le marché, en plus du relais technique nécessaire.

Quelles opportunités ce marché présente-t-il, selon vous ?

« Le marché ivoirien de la construction est en plein essor. Depuis la stabilisation politique, il bénéficie d'aides et de financements d'institutions internationales (AFD, BAD, DIRD, BID, etc.) qui permettent le financement d'infrastructures majeures (voies de communication, télécoms, électricité, etc.). Cela crée de bonnes conditions de développement commercial dans tous les domaines d'activité, ainsi que des opportunités pour l'ensemble de la société ivoirienne.

Quels risques ou difficultés rencontrez-vous ?

« Les difficultés à l'implantation résident essentiellement dans l'adaptation, la connaissance et l'intégration des réglementations du pays. Il est indispensable lors de cette étape de s'appuyer sur les services et l'expérience de conseillers pour éviter les écueils des nouveaux arrivants, dont les conséquences peuvent se révéler plus tard. Les risques sont principalement liés au règlement des honoraires (dans notre cas), car nombre de projets sont engagés sans pour autant avoir mobilisé l'ensemble des fonds nécessaires à leur réalisation. Il y a dans ce cas des parades, dont celle de privilégier les marchés baillés, ainsi que de faire appel à la couverture des assurances-risque qui fonctionnent très bien.

Quel(s) conseil(s) donneriez-vous aux entreprises qui voudraient travailler avec ce pays ?

« La réussite en Côte d'Ivoire tient souvent dans la faculté des entreprises étrangères à s'implanter et à nouer des relations commerciales fortes dans le pays. Le bon dosage entre analyse, maîtrise des risques financiers et investissement local conditionne le succès des projets. »